



**BUREAU DE LA RÉPRESENTANTE PERSONNELLE DU CHEF
DE L'ÉTAT PRÈS L'ORGANISATION INTERNATIONALE
DE LA FRANCOPHONIE**

ALLOCUTION DE LA SHERPA LORS DE LA VISITE DU
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
EMMANUEL MACRON À KINSHASA

04 MARS 2023

Excellence Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo ;

Excellence Monsieur le Président de la République de France ;

Honorable Président de l'Assemblée Nationale ;

Honorable Président du Senat ;

Monsieur le Premier Ministre et Chef du gouvernement ;

Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités respectifs ;

Qu'il me soit permis de souhaiter la bienvenue au Président de la République Française et à toute sa délégation dont le pays va abriter, en 2024, le prochain Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement ayant le français en partage.

Certes, si la France reste le berceau du Français, la République Démocratique du Congo incarne une véritable force de promotion de cette langue, eu égard à sa population croissante, largement composée des jeunes et des femmes, et d'un futur à l'explosion démographique pour les prochaines décennies.

Bien plus, la mise en œuvre de la réforme de la gratuité de l'Enseignement primaire sous l'impulsion du Président de la République Démocratique du Congo est une véritable opportunité pour des millions d'enfants de prendre ou de reprendre le chemin de l'école en français.

A ce titre, la République Démocratique du Congo constitue l'avenir phare de la Francophonie, un véritable tremplin porteur de nombreux locuteurs francophones ayant une influence certaine sur le positionnement de la langue française dans le monde. Cette contribution de la République Démocratique du Congo lui confère un rôle particulier au sein de l'OIF.

Cette position effective en termes de promotion de la langue française place nos deux États devant une responsabilité, comme j'aime à le dire, celle de « construire une citoyenneté francophone ».

D'ailleurs, Notre Institution, l'OIF, regroupe 88 États et Gouvernements répartis sur cinq continents, constituant près de la moitié des pays membres des Nations Unies. Parmi les 54 États et Gouvernements membres, 28 pays sont africains soit un total mondial de 300 millions de femmes et d'hommes qui sont liés par l'usage de la langue française.

Ce cadre représente donc un champ de relations diplomatiques privilégiées pour la République Démocratique du Congo.

Force est donc de constater, qu'au-delà de son statut de langue officielle, le français détient aussi une fonction géopolitique. Il est un outil de réalisation d'unité et d'unification du peuple congolais car pour ce pays continent, comptant quatre langues nationales et des centaines de dialectes, le français permet à l'État congolais de rester singulier et former un corps dans une diversité plurielle.

Messieurs les Présidents de la République, Mesdames et Messieurs.

« La valorisation de notre capital humain par la promotion des jeunes et des femmes » un des axes prioritaires du Chef de l'État, nous a amené à élaborer un Plan National du Numérique Horizon 2025 en cohérence avec la Stratégie de la Francophonie Numérique 2022-2026 préconisant l'autonomisation et l'employabilité de la jeunesse.

Cette initiative s'inscrit parfaitement dans la vision du Président de la République Démocratique du Congo de faire du numérique congolais « un levier d'intégration, de bonne gouvernance, de croissance économique et de progrès social ».

Pour ce faire, il a été créé parallèlement au Ministère du Numérique, en août 2022, une Agence du Numérique, près la Présidence de la République pour la promotion et la lutte contre la fracture numérique.

Par ailleurs, le nouveau visage de l'OIF place l'épanouissement de l'homme au cœur du développement durable à travers deux axes, la promotion d'une économie de Start Up, permettant l'absorption du chômage des jeunes et le défi de vouloir créer un espace de solidarité, d'échanges et de coopération économique.

C'est ainsi qu'il faut lire la francophonie comme un instrument de partenariat à construire entre les pays de son espace pour valoriser l'innovation, la mobilité et développer un espace de prospérité partagé.

Les nombreux défis restent les infrastructures, l'accès aux crédits, à la formation, au numérique des jeunes comme solution d'absorption du chômage et l'inclusion des technologies numériques, telle l'intelligence artificielle, comme un « territoire numérique d'où la Francophonie ne peut être absente ».

Dans cette perspective, en concertation avec les structures techniques concernées, nous avons proposé à l'OIF, d'accueillir à Kinshasa, en 2024, un symposium international sur l'état des lieux, les défis et perspectives de développement, de l'intelligence artificielle dans l'espace francophone.

Il me paraît pertinent également de relever que la Francophonie produit 16% du PIB mondial et représente 20% du commerce des marchandises. Elle peut être un moteur d'accroissement des relations économiques et commerciales entre les partenaires francophones et constituer des zones d'échanges en partage.

Pour rappel, la quasi-totalité des pays du bassin du Congo sont francophones. Ils peuvent constituer un bloc et faire avancer les engagements pris dans l'Accord de Paris sur l'atténuation et l'adaptation climatique afin que la température de la planète soit maintenue au niveau convenu par les États.

Messieurs les Présidents de la République, Mesdames et Messieurs,

Par ailleurs, il y a également lieu de souligner que la République Démocratique du Congo est membre de plusieurs organisations sous-régionales.

Sous l'impulsion de Son Excellence Félix Tshisekedi, elle s'emploie à constituer un pont de rapprochement des unes et des autres. Cette multi-appartenance de la République Démocratique du Congo aux communautés économiques sous-régionales offre des possibilités à l'OIF d'élargir sa sphère de coopération et d'y promouvoir ses valeurs de Paix-Sécurité, de Gouvernance démocratique et d'échanges économiques.

En effet, cette position stratégique de la République Démocratique du Congo pourrait être ce trait d'union entre les communautés économiques sous-régionales et l'OIF faisant de l'État congolais, un partenaire incontournable.

Pour que ces efforts de coopération portent des résultats escomptés y compris au bénéfice de la langue française, il est urgent de relever le défi de la paix et de la sécurité notamment dans l'Est de la République Démocratique du Congo où des femmes, des enfants, des vieillards, des bébés sont victimes d'une barbarie indicible à cause de l'agression rwandaise et de l'activisme des groupes armés.

Il nous paraît inacceptable que deux États, membres de notre Organisation commune, aux valeurs de solidarité et de souveraineté nationale, s'opposent dans une agression barbare aux millions de morts, sous le regard francophone, au grand désespoir de leurs deux populations, particulièrement le peuple congolais meurtri.

Il va de l'intérêt de la Francophonie en général et de la France en particulier, membre permanent du Conseil de Sécurité, à s'engager plus activement aux côtés de la République Démocratique du Congo de faire respecter le principe incontestable et non négociable de l'intégrité territoriale.

Messieurs les Présidents de la République, Mesdames et Messieurs.

Permettez-moi de conclure mes propos en soulignant que la République Démocratique du Congo a son avenir dans la Francophonie, autant l'avenir de la Francophonie se construit principalement en République Démocratique du Congo qui en est une Force motrice.

Ceci devrait inspirer des politiques au cœur de la coopération entre la République de France et la République Démocratique du Congo.

Un partenariat basé dans l'investissement des relations communes pour défendre les intérêts communs car la République Démocratique du Congo propose un autre langage en français, plus ambitieux, celui d'un pays compétitif.

Je vous remercie.